

SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE EN CONTEXTE POST-CRISE EN CÔTE D'IVOIRE : ANALYSE DES PERCEPTIONS LOCALES ET DES DISPOSITIFS SÉCURITAIRES DANS LA RÉGION DU CAVALLY

DÉDOU Zozo Alain

*Maître-Assistant, UFR Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
Abidjan-Cocody, 01 BP V 34 01,*

RESUME : Dans un contexte post-crise où la paix reste précaire, cette étude analyse l'évolution de la sécurité communautaire dans la région du Cavally, à l'ouest de la Côte d'Ivoire, dix ans après le retrait des interventions humanitaires et onusiennes majeures (2011–2015). Jadis marquée par des violences intercommunales, des conflits fonciers persistants et la prolifération des armes légères, cette région constitue un observatoire stratégique des dynamiques sécuritaires résiduelles en période préélectorale. À travers une approche interdisciplinaire mêlant criminologie, sociologie des conflits et anthropologie politique, l'étude analyse les perceptions locales de l'insécurité, identifie les menaces prioritaires et évalue les dispositifs sécuritaires existants, qu'ils soient étatiques ou communautaires. Une enquête de terrain qualitative a été menée en janvier 2025 dans trois sous-préfectures (Guiglo, Bloléquin, Toulépleu), reposant sur 48 entretiens semi-directifs, des groupes de discussion et des observations directes. Les résultats révèlent une insécurité persistante, alimentée par la résurgence des conflits fonciers, la circulation d'armes, la présence de groupes armés non étatiques (notamment les dozos) et l'orpaillage illégal. Certains dysfonctionnements de protection étatique favorise l'émergence d'une gouvernance sécuritaire hybride. L'étude recommande des réformes inclusives, une relance du désarmement et le renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de médiation.

Mots-clés : *Sécurité communautaire, conflits fonciers, gouvernance hybride, violence armée, post-conflit, Côte d'Ivoire*

ABSTRACT: In the aftermath of humanitarian and peacekeeping disengagements, this study examines the evolution of community security in the Cavally region of western Côte d'Ivoire, ten years after the end of major international interventions (2011–2015). Marked by a legacy of intercommunal violence, land tenure disputes, and the proliferation of small arms, Cavally represents a critical terrain for assessing post-crisis security dynamics. Relying on an interdisciplinary framework, blending criminology, conflict sociology, and political anthropology, the research investigates local perceptions of insecurity, identifies prevalent threats, and evaluates the effectiveness of both formal and informal security mechanisms. Conducted in January 2025, the fieldwork is based on 48 qualitative interviews, focus groups, and direct observations in Guiglo, Bloléquin, and Toulépleu. Findings point to a fragile and hybrid security environment characterized by unresolved land conflicts, the persistence of armed civilian groups (notably the dozos), and the expansion of illegal gold mining. In rural areas, the retreat of the state and limited trust in official institutions have spurred the emergence of alternative security providers. Certain state protection failures foster the emergence of hybrid security governance. It contributes to post-conflict security studies by foregrounding local agency and hybrid governance in fragile electoral settings.

Keywords: *community security, land conflicts, hybrid governance, armed violence, post-conflict, Côte d'Ivoire*

I. INTRODUCTION

La question de la sécurité communautaire s'impose aujourd'hui comme un enjeu central des dynamiques post-conflit en Afrique subsaharienne. Dans des contextes marqués par la sortie de crises violentes, les interventions internationales de stabilisation ont souvent privilégié des logiques d'urgence, avec des dispositifs temporaires focalisés sur la restauration de l'ordre, la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et la démobilisation des ex-combattants. Pourtant, une décennie après la fin des affrontements majeurs, de nombreuses régions restent confrontées à des formes persistantes d'insécurité, ancrées dans des facteurs structurels que les approches classiques peinent à résoudre. La région du Cavally, à l'ouest de la Côte d'Ivoire, constitue un exemple

paradigmatique de ces dynamiques complexes. Largement affectée par la crise postélectorale de 2010-2011, cette région a été le théâtre de violences intercommunautaires, de déplacements massifs, de pillages et d'une démilitarisation tardive, qui ont profondément déstabilisé les structures sociales et les équilibres locaux (UNOCI, 2015 ; DDG, 2016 ; Goff, 2021).

Entre 2011 et 2015, des organisations internationales telles que l'ONU, UNHCR, le PNUD et diverses ONG humanitaires dont Danish Refugee Council (DRC) ou encore Danish Demining Group (DDG), ont mis en place des programmes de retour et réinsertion des déplacés, de consolidation de la paix, de gestion des conflits fonciers et de promotion de la cohésion sociale. Ces interventions ont été guidées par une logique de paix libérale fondée sur l'instauration rapide de la sécurité physique et l'extension de l'autorité de l'État (Paris, 2004 ; Richmond, 2010). Toutefois, ces actions ont souvent été pensées en surplomb, sans ancrage profond dans les réalités locales, ni articulation avec les savoirs vernaculaires ou les pratiques communautaires de gestion de la sécurité (Lombard & Batianga-Kinzi, 2015). Aujourd'hui encore, malgré l'amélioration globale de la sécurité nationale, de nombreuses localités du Cavally demeurent vulnérables à des formes diffuses d'insécurité : conflits fonciers latents, actes de banditisme rural, résurgences de violences communautaires, circulation incontrôlée d'armes légères, impunité persistante.

Cette situation soulève une problématique centrale : dans quelle mesure les dispositifs de sécurité actuels répondent-ils aux besoins réels des populations locales et comment celles-ci perçoivent-elles les menaces qui pèsent sur leur environnement immédiat ? Si la littérature sur la situation post-crise ivoirienne est relativement abondante, elle reste majoritairement centrée sur les dimensions nationales de la sortie de conflit : désarmement, démobilisation et réinsertion (Bah, 2017 ; Glawion, 2020), Réforme du Secteur de la Sécurité (International Crisis Group, 2012), reconstruction institutionnelle (Kouadio, 2018) ou justice transitionnelle (Vinck, Pham & Kreutzer, 2014). Peu d'études prennent le temps d'interroger les réalités sécuritaires à l'échelle locale, en croisant les perceptions des acteurs de terrain avec une analyse critique des dispositifs de sécurité, qu'ils soient étatiques, communautaires ou hybrides.

Or, plusieurs recherches récentes montrent l'importance de reterritorialiser l'analyse de la sécurité dans les sociétés post-conflit, en analysant la diversité des acteurs, des normes et des dispositifs qui coexistent sur le terrain (Boege et al., 2009 ; Meagher, 2012 ; Debos, 2011). En Côte d'Ivoire comme ailleurs, la sécurité communautaire ne peut se réduire à une simple présence policière ou militaire : elle se construit dans l'interaction entre institutions officielles, autorités traditionnelles, dispositifs de vigilance communautaire, associations de jeunes, acteurs religieux et même anciens groupes armés recyclés dans la surveillance locale (Hoffmann & Kirk, 2013 ; Baker, 2009). Ces configurations hybrides reflètent à la fois les failles de l'État et la capacité d'adaptation des sociétés locales face à l'incertitude. Elles nécessitent une lecture interdisciplinaire, sensible aux contextes historiques, aux rapports de pouvoir locaux et aux formes différenciées d'insécurité vécue (Chauveau, 2006 ; Richards, 2005 ; Utas, 2012).

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, qui vise à analyser les perceptions des populations locales de la sécurité dans la région du Cavally, une décennie après les principales interventions humanitaires. En mobilisant une enquête qualitative, ce travail entend évaluer l'efficacité, la légitimité et les limites des dispositifs sécuritaires existants, tout en analysant les formes de résilience communautaire, d'organisation endogène et d'appropriation citoyenne de la sécurité. L'approche retenue croise des outils issus de la criminologie, de la sociologie des conflits, de la science politique et de l'anthropologie politique, dans une logique résolument interdisciplinaire.

Avant d'entrer dans l'analyse, il convient de clarifier quelques concepts clés. La notion de sécurité communautaire est ici entendue comme une approche participative, inclusive et localisée de la sécurité, centrée sur les besoins et les perceptions des communautés locales, en opposition aux approches descendantes et technocratiques (OECD, 2007 ; Saferworld, 2016 ; Shaw, 2010). Elle repose sur trois piliers : la reconnaissance des savoirs locaux, l'inclusion des groupes marginalisés (femmes, jeunes, déplacés), et la coproduction de la sécurité entre l'État et les communautés. Les conflits fonciers désignent quant à eux les litiges relatifs à l'accès, à l'usage et à la propriété des terres, exacerbés par la superposition des normes (coutumières et modernes) et les dynamiques de retour des populations déplacées (Chauveau, 2006 ; Boone, 2014). La violence armée recouvre un spectre allant du banditisme rural aux règlements de comptes communautaires, en passant par les activités de groupes de jeunes armés parfois tolérés localement (Debos, 2011 ; McGovern, 2011). Enfin, les acteurs non étatiques armés sont définis comme des individus ou groupes disposant d'une capacité coercitive autonome, en dehors du contrôle direct de l'État, mais pouvant jouir d'une forme de légitimité ou de tolérance au sein des communautés (Krause & Milliken, 2009 ; Babo, 2018).

Le cadre théorique s'articule autour de trois notions structurantes. D'abord, la gouvernance hybride de la sécurité (Baker, 2009 ; Meagher, 2012), qui met en évidence la coexistence d'acteurs étatiques et non étatiques dans la production de l'ordre local. Ensuite, la violence structurelle (Galtung, 1996), qui permet d'interroger les inégalités systémiques et les blocages institutionnels qui entravent l'accès équitable à la sécurité. Enfin, la reconnaissance sociale (Honneth, 2000), mobilisée ici pour analyser les frustrations, les ressentiments et les demandes de visibilité exprimées par des groupes marginalisés face à leur exclusion des dispositifs sécuritaires.

L'objectif général de cet article est donc de comprendre les modalités concrètes de production de la sécurité dans la région du Cavally, en analysant à la fois les perceptions locales, les pratiques communautaires et les dispositifs institutionnels. Il s'agit également de proposer des pistes pour une gouvernance de la sécurité plus inclusive, plus légitime et mieux adaptée aux défis des contextes post-conflit. L'article est structuré comme suit : la première partie présente la méthodologie de terrain ; la deuxième expose les résultats de l'enquête, en mettant en lumière les menaces perçues et les dispositifs de réponse ; la troisième propose une discussion analytique autour des limites des interventions passées et des alternatives communautaires ; enfin, la conclusion formule des recommandations pratiques pour une meilleure intégration des dynamiques locales dans les politiques de sécurité.

II. MÉTHODOLOGIE

1. *Cadre spatio-temporel et justification du terrain*

Cette étude repose sur une enquête de terrain réalisée en janvier 2025, soit dix ans après le retrait progressif des principales interventions d'urgence des ONG humanitaires et agences onusiennes dans la région du Cavally, à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Frontalière du Libéria, cette région englobe les départements de Guiglo, Bloléquin, Toulépleu et Taï. Elle se caractérise par une histoire marquée par des conflits intercommunautaires, des tensions foncières persistantes, la présence d'ex-combattants et une circulation continue d'armes légères (DDG, 2016 ; Chauveau, 2018).

Ce terrain a été choisi en raison de son fort potentiel pour analyser de manière pertinente les dispositifs locaux de sécurité après la crise. En effet, le Cavally constitue un espace-laboratoire de gouvernance sécuritaire, de résilience communautaire, mais aussi de vulnérabilités durables face à des menaces multiformes.

2. *Constitution et caractéristiques de l'échantillon*

L'étude adopte une démarche qualitative fondée sur un échantillonnage raisonné visant à refléter la diversité des acteurs locaux impliqués dans la sécurité. Au total, 48 entretiens ont été menés dans les sous-préfectures de Guiglo, Bloléquin et Toulépleu. Les profils interrogés incluent : chefs communautaires (10), représentants de jeunes et femmes (12), responsables d'Organisations de la Société Civile (6), forces de sécurité (8), autorités locales (5) et habitants ordinaires (7), dont des ex-déplacés et ex-rapatriés. Cette diversité favorise la triangulation des analyses selon les rôles et expériences (Paillé & Mucchielli, 2012).

3. *Outils et techniques de collecte des données*

Trois outils complémentaires ont été mobilisés : entretiens semi-directifs, focus groups (notamment avec jeunes et femmes), et observations directes des pratiques sécuritaires locales. Les données, recueillies en français ou en langues locales avec traducteurs, ont été enregistrées, transcrites et codées selon une analyse inductive (Huberman & Miles, 2003).

4. *Considérations éthiques et posture du chercheur*

L'étude respecte les principes éthiques (BERA, 2018) : consentement éclairé, anonymat, confidentialité. Nous avons adopté, en tant que chercheur, une posture réflexive et compréhensive (Weber, 1922 ; Bourdieu, 1993), attentive aux enjeux politiques et symboliques d'un objet aussi sensible que la sécurité (Gayer & Zammit, 2014). À partir de cette méthodologie, les résultats de l'étude présentent une analyse fine des données issues des entretiens semi-directifs, des groupes de discussion et des observations de terrain, en mettant en évidence la complexité des dynamiques sécuritaires locales, les perceptions différenciées de l'insécurité et les interactions parfois ambivalentes entre acteurs communautaires et dispositifs institutionnels.

III. RÉSULTATS

Les données issues de l'enquête de terrain permettent de structurer l'analyse des dynamiques sécuritaires actuelles dans la région du Cavally en deux volets complémentaires. D'une part, elles révèlent les perceptions communautaires du niveau de sécurité, fortement marquées par l'expérience quotidienne, la mémoire des violences passées et la confiance ou la défiance envers les dispositifs existants. D'autre part, elles mettent en lumière les menaces prioritaires identifiées par les populations, selon une typologie ancrée dans les réalités locales. Cette double lecture croisée permet de mieux comprendre les logiques de vulnérabilité, de résistance et d'adaptation déployées dans un contexte post-conflit fragile.

1. PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES DE LA SÉCURITÉ

Dans un contexte post-crise où les mécanismes de sécurité peinent à répondre aux attentes des populations, les perceptions communautaires de la sécurité dans la région du Cavally témoignent d'un malaise profond et différencié. Cette section met en lumière, d'une part, le sentiment général d'insécurité exprimé par une majorité d'enquêtés, et, d'autre part, les variations spatiales et communautaires qui modulent ces ressentis en fonction des expériences locales, des appartenances identitaires et des dynamiques territoriales.

1.1. Sentiment général d'insécurité

Les données recueillies à travers les focus groups et les entretiens semi-directifs font ressortir un sentiment dominant d'insécurité partagé par la majorité des répondants. Ce ressenti est particulièrement marqué dans les zones rurales éloignées, où les mécanismes de protection étatique sont peu présents et où les populations vivent dans une incertitude permanente face aux risques de vols, d'agressions ou de conflits non maîtrisés.

Dans les localités de Mona, Petit Guiglo et Koarho, ce sentiment est exacerbé par des souvenirs traumatiques liés aux affrontements passés, mais aussi par l'absence visible de transformation concrète du paysage sécuritaire depuis la fin des interventions humanitaires. Deux témoignages illustrent ce malaise partagé :

« La nuit, on ne dort jamais sereinement. Chaque bruit venant de la brousse réveille nos angoisses. Depuis qu'on parle encore d'armes cachées, la peur ne nous quitte plus. On vit sur le qui-vive, sans savoir quand un danger peut surgir. » (Femme Ex-déplacée, focus group à Petit Guiglo)

« Après le départ des ONG, c'est le vide. Les forces de sécurité sont rares, presque invisibles. On s'organise entre nous pour se protéger, mais ce système informel ne suffit pas. Il manque une présence officielle qui rassure et qui dissuade. » (Jeune leader communautaire, entretien à Koarho)

Ces perceptions générales d'insécurité ne sont toutefois pas homogènes dans toute la région. Elles sont façonnées par des facteurs contextuels spécifiques, notamment la distance aux centres de pouvoir sécuritaire, l'appartenance ethnique ou communautaire, ainsi que les interactions passées avec les forces de l'ordre ou les groupes armés. L'analyse fine des discours révèle ainsi des variations importantes selon les localités et les groupes sociaux, témoignant d'une insécurité différenciée, tant dans son intensité que dans sa forme.

Au-delà de ce ressenti globalement négatif, les discours recueillis révèlent des nuances importantes selon les zones géographiques et les groupes sociaux. Ces variations permettent de mieux comprendre la complexité des dynamiques d'insécurité vécues au quotidien.

1.2. Variations spatiales et communautaires

Les perceptions de l'insécurité dans la région du Cavally révèlent d'importantes disparités selon l'appartenance communautaire et la position géographique des localités. D'une part, les communautés autochtones, notamment les Guéré, expriment une méfiance accrue envers les forces de sécurité, nourrie par des passifs historiques marqués par des épisodes de violence et de marginalisation durant la crise. Cette méfiance s'enracine dans un sentiment d'abandon et dans des expériences répétées d'injustice, renforçant une distance émotionnelle et sociale vis-à-vis des institutions sécuritaires. En revanche, les communautés allochtones et allogènes, telles que les Burkinabè ou Guinéens ou allochtones tels que les Baoulé ou malinkés, installés de longue date adoptent des attitudes plus nuancées. Si certains considèrent la présence militaire comme un facteur de stabilité, d'autres dénoncent des abus récurrents. Cette ambivalence traduit une adaptation pragmatique aux rapports de pouvoir locaux, où la sécurité est à la fois recherchée et redoutée. Par ailleurs, la position géographique joue un rôle déterminant dans la construction du sentiment de sécurité. Plus un village est éloigné des postes de gendarmerie ou des circuits de patrouilles, plus la crainte d'être négligé par les autorités étatiques est accentuée. Les zones périphériques expriment un sentiment d'isolement face aux menaces, comme en témoignent ces extraits recueillis lors de l'enquête :

« Ici, les gendarmes ne se déplacent que quand il y a un mort. Pour les autres problèmes, on se débrouille entre nous. On essaie de régler les conflits en famille ou entre voisins, même si ce n'est pas toujours facile. Avec le temps, on a compris qu'on ne peut pas vraiment compter sur eux pour les petits litiges. Leur absence pousse les gens à trouver leurs propres solutions, mais ça ne marche pas toujours et les tensions restent. » (Chef coutumier Guéré, Bloléquin)

« On a eu des problèmes avec des jeunes armés l'année dernière. La patrouille est venue, mais tard. Depuis, on se sent seuls face au danger. » (Femme responsable de coopérative, Toulépleu)

L'analyse des perceptions communautaires met en évidence une insécurité vécue comme diffuse, constante et structurelle, même si elle varie selon les localités, les profils sociaux et les appartenances communautaires. Ce ressenti globalement pessimiste alimente la défiance/méfiance envers les institutions sécuritaires, tout en renforçant des stratégies de contournement, d'autoprotection ou de repli. Ces perceptions subjectives s'ancrent néanmoins dans des menaces concrètes, que les enquêtés ont largement identifiées au cours de l'étude.

2. LES MENACES PRIORITAIRES IDENTIFIÉES : ENTRE TENSIONS FONCIÈRES, INSÉCURITÉ ARMÉE ET INCERTITUDES POLITIQUES

Dans le contexte post-crise de la région du Cavally, l'analyse des perceptions locales de sécurité révèle une combinaison de menaces structurelles et conjoncturelles pesant sur la stabilité communautaire. Deux préoccupations majeures se dégagent : d'une part, les conflits fonciers persistants, souvent ancrés dans des tensions intercommunautaires profondes ; d'autre part, la dissémination des armes légères et la présence d'acteurs armés non étatiques (les dozos), qui alimentent une insécurité diffuse. À ces dynamiques s'ajoute un climat d'incertitude politique exacerbé par les perspectives des élections présidentielles d'octobre 2025, auxquelles l'ancien président Laurent Gbagbo, récemment acquitté par la Cour pénale internationale, est juridiquement exclu. Cette situation ravive des clivages historiques et accroît la fébrilité dans plusieurs localités, où le spectre de violences électorales reste vivace.

Face à cette configuration instable, deux dynamiques apparaissent comme les principales sources de tension : les conflits fonciers à forte charge communautaire et l'essor d'une insécurité diffuse, alimentée par la circulation des armes et des pratiques illégales telles que l'orpaillage. Leur analyse conjointe permet de mieux comprendre les ressorts actuels de la vulnérabilité sécuritaire dans la région du Cavally.

2.1. Les conflits fonciers et communautaires : un contentieux enraciné dans le quotidien

Les conflits fonciers représentent la principale source d'inquiétude exprimée par les personnes interrogées. Ils se manifestent sous forme de litiges opposant autochtones et migrants agricoles autour des droits de propriété, d'usage et de transmission des terres. L'héritage des crises passées, combiné aux ambiguïtés persistantes du cadre juridique, alimente ces tensions, souvent instrumentalisées politiquement à l'approche des échéances électorales. Les lenteurs administratives, l'affaiblissement des mécanismes coutumiers et l'absence d'instances judiciaires de proximité contribuent à une accumulation de frustrations et de contentieux non résolus. L'incapacité des institutions à trancher de manière équitable et transparente renforce la défiance sociale. Ces témoignages sont édifiant à cet effet :

« Aujourd'hui, dans plusieurs villages, on ne sait plus clairement à qui appartient la terre. Les anciens, qui réglaient autrefois les conflits, n'ont plus vraiment de pouvoir. L'administration, de son côté, ne tranche pas les litiges, ce qui laisse un grand vide. Chacun revendique une portion de terre comme il peut, souvent sans preuve claire. Cela entraîne des disputes entre familles, voisins ou communautés. La méfiance s'installe, les relations se dégradent, et les conflits deviennent de plus en plus fréquents. Ce flou autour de la propriété foncière menace la paix sociale et rend la vie difficile pour ceux qui veulent cultiver. » (Chef communautaire, Péhékanhouéby, Toupleu)

« J'ai acheté une parcelle de terre pour cultiver, mais un jour, un autre homme est venu avec des papiers disant que c'est à lui. Depuis, la situation est tendue. On se regarde de travers, on ne se parle presque plus. La confiance est partie. Chacun pense que l'autre veut lui voler quelque chose. Personne ne sait qui dit la vérité, car même les autorités ne prennent pas clairement position. Ce genre de problème est devenu fréquent, et ça crée beaucoup de conflits entre voisins. Au lieu de vivre en paix, on vit dans la peur et l'incertitude, sans solution claire. » (Jeune exploitant agricole, Grèpleu-Toupleu).

Ces témoignages traduisent une situation explosive, où les conflits fonciers ne sont plus seulement des différends économiques, mais deviennent le terreau d'une conflictualité identitaire et politique à fort potentiel de violence. Alors que les conflits fonciers cristallisent des tensions intercommunautaires de longue durée, la présence visible et banalisée d'acteurs armés accentue le sentiment d'insécurité. Cette insécurité est d'autant plus préoccupante qu'elle se manifeste dans un contexte électoral sous haute tension, où la méfiance envers l'État et ses forces de l'ordre atteint des niveaux critiques.

Si les conflits fonciers sont enracinés dans une mémoire longue et des structures de gouvernance défailtantes, la présence croissante d'acteurs armés et l'essor de l'orpaillage illégal traduisent quant à eux une insécurité plus mouvante, mais tout aussi préoccupante.

2.2. La menace diffuse et persistante d'armes et d'orpaillage illégal

La présence d'armes légères et la multiplication d'acteurs armés non étatiques (dozos) constituent une autre menace majeure relevée par les populations. Plus de la moitié des répondants affirment connaître au moins une personne possédant une arme à feu, conservée à domicile. Cette situation est directement issue des crises passées, mais elle s'est institutionnalisée, notamment à travers la présence des dozos, perçus à la fois comme protecteurs et comme facteurs d'insécurité. À cela s'ajoute le développement de l'orpaillage illégal dans certaines zones rurales, souvent encadré par des groupes armés ou des réseaux informels. Cette activité clandestine, en plus de dégrader l'environnement, introduit de nouvelles formes de concurrence territoriale et de violence économique. Elle favorise également des alliances opportunistes entre orpailleurs, 'milices locales' et acteurs politico-administratifs. Ces discours soutiennent ces analyses :

« Ici, ce sont les dozos qui font la loi. Dès qu'il y a un problème, ce n'est pas la gendarmerie qu'on appelle, ce sont eux qui arrivent les premiers, parfois sans qu'on les ait sollicités. Ils interviennent dans les conflits, surveillent les villages et tout le monde les craint. Leur présence est forte, parfois trop et certains disent qu'ils dépassent leurs limites. Mais comme les forces de l'ordre sont souvent absentes, les gens finissent par s'habituer à leur manière de faire. » (Femme commerçante, chef-lieu de sous-préfecture).

« Dans le village, tout le monde sait qu'il y a des gens armés, mais personne n'en parle. C'est un secret que tout le monde partage en silence. On a peur de parler, peur des représailles si jamais ça se sait. Même les autorités ferment les yeux. Les habitants vivent dans la peur, en faisant semblant que tout va bien. Ce silence pèse sur tout le monde, mais chacun préfère se taire pour protéger sa vie et celle de sa famille. » (Jeune Ex-déplacé interne, Guibobly)

Ces témoignages reflètent une insécurité généralisée et normalisée, marquée par la peur de parler, la perte de repères institutionnels et l'émergence de systèmes de régulation parallèles.

L'identification de ces menaces (conflits fonciers, circulation d'armes, orpaillage illégal et incertitude électorale) met en lumière les fragilités systémiques qui compromettent la paix sociale dans la région du Cavally.

Les résultats ainsi présentés offrent un aperçu riche et nuancé des dynamiques à l'œuvre dans le contexte étudié. Toutefois, au-delà de la simple description des données, il importe désormais d'interroger leur portée, de les confronter aux cadres théoriques mobilisés, et de les replacer dans les débats scientifiques existants. La section suivante se consacre donc à l'analyse et à l'interprétation critique de ces résultats, en vue d'en dégager les implications majeures, les limites et les pistes de réflexion qu'ils suscitent.

IV. DISCUSSION

Dix ans après la fin des principales interventions d'urgence dans la région du Cavally (2011–2015), cette étude met en évidence une situation sécuritaire ambivalente. Si les violences armées massives se sont atténuées, les communautés continuent de faire face à des menaces structurelles durables et à de profondes vulnérabilités sociales. Cette discussion vise à interpréter les résultats empiriques à la lumière des cadres conceptuels mobilisés, à les confronter à la littérature existante, à en dégager les implications pratiques et théoriques, tout en reconnaissant les limites inhérentes à la recherche.

L'analyse qualitative de terrain, fondée sur les entretiens de 48 acteurs locaux, révèle un sentiment persistant d'insécurité, particulièrement en milieu rural. Plusieurs facteurs structurent cette insécurité perçue : la persistance des conflits fonciers, la circulation diffuse des armes légères, l'omniprésence d'acteurs armés non étatiques (notamment les dozos), et l'émergence de nouvelles formes de violence économique, telles que l'orpaillage illégal. À ces menaces s'ajoute une tension politique croissante, exacerbée par le retour de figures politiques majeures et l'anticipation d'élections présidentielles potentiellement conflictuelles.

Ces résultats révèlent une double dynamique caractéristique des zones post-conflit : d'un côté, une capacité communautaire de résilience sécuritaire à travers des pratiques d'autorégulation ; de l'autre, une fragmentation de l'autorité étatique, marquée par une défiance croissante envers les forces de sécurité officielles. Le recours accru aux dozos, dans un contexte de vide sécuritaire, illustre une forme de gouvernance hybride (Baker, 2009), où des acteurs non institutionnels remplissent des fonctions régulatrices traditionnellement dévolues à l'État.

Par ailleurs, la conflictualité foncière, loin de s'estomper, tend à se réactiver à l'approche des élections, confirmant les analyses de Chauveau (2006) sur l'articulation entre tensions foncières et identités politiques. L'espace sécuritaire dans le Cavally se présente donc comme un champ traversé par des logiques multiples, imbriquant régulation communautaire, compétition politique et stratégies d'adaptation face à certains dysfonctionnements institutionnels.

Les résultats s'inscrivent dans la continuité de plusieurs travaux sur la sécurité post-crise en Afrique de l'Ouest. D'abord, la résilience des communautés face à la désinstitutionnalisation sécuritaire a été largement documentée par Shaw (2010) et Saferworld (2016), qui mettent en avant la centralité des pratiques locales de régulation en contexte d'incertitude. Ensuite, l'enjeu foncier, au cœur des dynamiques de tension en Côte d'Ivoire, a été longuement analysé par Kassi-Djodjo (2015) et Chauveau (2018), soulignant l'inadéquation des cadres juridiques étatiques aux réalités foncières coutumières.

La persistance des acteurs armés non étatiques, même après les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), rejoint les constats de Glawion (2020), qui décrit ces groupes comme des acteurs de 'sécurité négociée', intégrés dans les logiques locales d'auto-défense.

Toutefois, certains résultats entrent en tension avec les hypothèses dominantes. Ainsi, contrairement à l'idée d'un retrait progressif des armes à la suite des efforts onusiens (UNOCI, 2015), la présence d'armes semble non seulement se poursuivre, mais se banaliser. La présence armée dans les zones d'orpaillage illégal représente une nouvelle forme d'insécurité économique et territoriale encore peu analysée dans la littérature ivoirienne. Enfin, la politisation croissante des groupes armés à l'approche du scrutin de 2025 révèle une reconfiguration des rapports entre pouvoir, violence et sécurité que peu d'études avaient anticipée après la période 2010–2020.

Malgré la richesse empirique de cette recherche, certaines limites doivent être reconnues. D'abord, la taille de l'échantillon (48 personnes) et la concentration géographique sur trois sous-préfectures réduisent la portée généralisable des constats. Ensuite, le recours exclusif à des données qualitatives, bien qu'approprié pour saisir les logiques de sens et les perceptions, empêche toute quantification des tendances sécuritaires. Enfin, le contexte sensible de la période pré-électorale a probablement influencé le discours des enquêtés, introduisant des biais liés à l'autocensure ou à la prudence stratégique.

Cette recherche souligne la pertinence d'une approche interdisciplinaire, mêlant sociologie politique, criminologie et anthropologie, pour appréhender les logiques complexes de sécurité dans les zones post-conflit. Elle mobilise utilement les notions de violence structurelle (Galtung, 1996), de coproduction de la sécurité (Denney, 2015) et de gouvernance hybride (Meagher et al., 2014), pour analyser les formes locales d'autorité et de légitimation dans un contexte qui présente quelques dysfonctionnements étatiques.

Les résultats de cette recherche appellent à une reconfiguration en profondeur des dispositifs de sécurité dans la région du Cavally, en tenant compte des dynamiques locales, des vulnérabilités structurelles et des risques émergents liés au contexte électoral. Pour les autorités nationales, il s'agit en priorité d'intégrer les dispositifs coutumiers de régulation foncière dans un cadre juridique formalisé, inclusif et équitable, afin de réduire les tensions récurrentes liées à la terre et à l'identité. Parallèlement, il est essentiel de renforcer les mécanismes de contrôle et de traçabilité des armes légères en circulation, en consolidant les bases de données, les opérations de désarmement et les sanctions contre les trafics. Du côté des forces de sécurité, un impératif fort consiste à restaurer la confiance avec les populations, notamment par le déploiement d'unités mobiles de proximité, composées d'agents formés à la médiation et à la sensibilité communautaire et éventuellement appuyées par des figures locales légitimes. Les ONG et les partenaires internationaux ont, quant à eux, un rôle stratégique à jouer dans l'appui aux dispositifs de sécurité communautaire. Cela implique de financer, accompagner et valoriser les initiatives locales de prévention des conflits, de gestion des alertes précoces, ainsi que les espaces de dialogue intercommunautaire et de médiation. Enfin, pour les décideurs politiques, la tenue de l'élection présidentielle de 2025 dans un climat apaisé constitue un enjeu majeur. Cela suppose un engagement ferme pour la transparence du processus électoral, une inclusion réelle de tous les acteurs pertinents, ainsi qu'un dispositif de surveillance et de réaction rapide face aux signaux précoces de violences à caractère politique. La gouvernance sécuritaire ne peut plus reposer uniquement sur des logiques verticales ; elle doit s'ancrer dans une démarche participative, multiacteurs et sensible aux spécificités territoriales.

Des pistes prometteuses se dessinent pour de futures recherches. Il serait utile d'intégrer des méthodes mixtes (quantitatives et qualitatives) pour mesurer l'évolution des perceptions de sécurité à une échelle plus large. Une analyse comparative avec d'autres régions post-crise (comme le Tonkpi ou le Bounkani) permettrait d'identifier des modèles contrastés. Par ailleurs, une approche genrée permettrait de mieux cerner l'impact différencié de l'insécurité sur les femmes et les jeunes filles. Enfin, une observation longitudinale du cycle électoral de 2025 serait précieuse pour saisir en temps réel les dynamiques de tension, de régulation ou d'escalade. En définitive, cette discussion confirme que la sécurité communautaire dans la région du Cavally reste structurée par des vulnérabilités historiques, des logiques informelles d'autorité, et une incertitude politique croissante. Si les communautés locales s'organisent pour répondre à ces défis, elles ne peuvent suppléer durablement à l'absence de réponses institutionnelles coordonnées. Dans un contexte où la stabilité politique reste fragile, une gouvernance de la sécurité à la fois inclusive, territorialisée et intersectorielle s'impose comme une nécessité stratégique et sociale.

V. CONCLUSION

Cet article visait à analyser l'évolution de la sécurité communautaire dans la région du Cavally, une décennie après la fin des principales interventions d'urgence post-crise (2011–2015). En interrogeant les perceptions locales de l'insécurité, les menaces persistantes et les dynamiques de gouvernance sécuritaire, il s'agissait de comprendre dans quelle mesure les communautés locales ont recomposé leurs rapports à la sécurité dans un contexte post-conflit fragile, marqué par une forte incertitude politique à l'approche des élections de 2025. Les résultats de l'enquête qualitative ont mis en évidence un sentiment d'insécurité généralisé, particulièrement dans les zones rurales. Cette insécurité, bien que moins marquée par les affrontements directs qu'auparavant, reste structurée par des facteurs endogènes et récurrents : conflits fonciers non résolus, circulation d'armes légères, gouvernance sécuritaire fragmentée et montée de l'orpaillage illégal. Le recours croissant à des acteurs armés non étatiques comme les dozos, perçus à la fois comme protecteurs et sources d'inquiétude, illustre l'émergence d'une gouvernance hybride de la sécurité (Baker, 2009 ; Meagher et al., 2014). De même, la persistance de tensions intercommunautaires liées au foncier confirme l'analyse de Chauveau (2006) sur l'articulation entre enjeux territoriaux et appartenances identitaires. Ces observations confirment que la paix relative observée au niveau national ne garantit ni la cohésion sociale, ni la sécurité perçue au niveau local. Elles donnent raison aux approches critiques de la situation post-crise qui soulignent que la fin des hostilités ne signifie pas la fin des violences (Galtung, 1996 ; Autesserre, 2010). Plus encore, l'étude montre que l'État ne parvient pas à exercer pleinement son autorité dans certaines zones périphériques, ouvrant la voie à des formes de régulation sécuritaire informelles,

parfois concurrentes. Cette recherche présente cependant certaines limites. D'une part, elle repose sur un échantillon limité, centré sur trois sous-préfectures du Cavally, ce qui ne permet pas de généraliser les résultats à l'ensemble de la région ou du pays. D'autre part, le recours exclusif à des données qualitatives empêche une quantification précise des perceptions ou des niveaux de violence. Enfin, le contexte politique sensible de la période pré-électorale a pu influencer les discours recueillis, entre prudence et autocensure. Ces limites ouvrent des pistes fécondes pour des recherches futures. Il serait pertinent de conduire des études comparatives dans d'autres régions post-conflit (comme le Tonkpi ou le Bounkani), de croiser les méthodes qualitatives et quantitatives, et d'intégrer des analyses genrées pour mieux comprendre les vulnérabilités différenciées. Par ailleurs, une observation longitudinale du processus électoral de 2025 permettrait d'analyser en temps réel l'évolution des rapports entre sécurité, politique et cohésion sociale. Sur le plan opérationnel, cette étude invite à repenser les stratégies de stabilisation en contexte post-crise. Elle appelle à une gouvernance sécuritaire inclusive, reposant sur la reconnaissance des acteurs locaux, la réforme des dispositifs fonciers, le désarmement effectif et la régulation stricte des économies parallèles comme l'orpaillage illégal. À l'approche d'une échéance électorale à haut risque, il devient déterminant de renforcer les mécanismes d'alerte précoce, de médiation communautaire et de concertation interinstitutionnelle, afin de prévenir toute rechute dans la violence.

En définitive, cette recherche rappelle que la sécurité communautaire ne saurait être pensée en dehors des logiques sociales, politiques et économiques qui structurent les territoires post-conflit. Elle plaide pour une approche territorialisée, participative et intersectorielle, capable de répondre à la complexité des attentes locales, tout en consolidant durablement la paix sociale.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] **Autesserre, S.** (2010). *The Trouble with the Congo: Local violence and the failure of international peacebuilding*. Cambridge University Press.
- [2] **Babo, A.** (2018). *La gouvernance sécuritaire en Côte d'Ivoire : entre défis institutionnels et pratiques locales*. Abidjan: Éditions CERAP.
- [3] **Bah, A. B.** (2017). *Post-conflict elections, peacebuilding and democratization in West Africa: Nigeria, Liberia and Sierra Leone*. Palgrave Macmillan.
- [4] **Baker, B.** (2009). *Security in post-conflict Africa: The role of nonstate policing*. CRC Press.
- [5] BERA (British Educational Research Association). (2018). *Ethical guidelines for educational research* (4th ed.). <https://www.bera.ac.uk/publication/ethical-guidelines-for-educational-research-2018>
- [6] **Blommaert, J., & Jie, D.** (2010). *Ethnographic fieldwork: A beginner's guide*. Multilingual Matters.
- [7] **Boege, V., Brown, A., Clements, K., & Nolan, A.** (2009). Building peace and political community in hybrid political orders. *International Peacekeeping*, 16(5), 599–615. <https://doi.org/10.1080/13533310903303248>
- [8] **Boone, C.** (2014). *Property and political order in Africa: Land rights and the structure of politics*. Cambridge University Press.
- [9] **Bourdieu, P.** (1993). *La misère du monde*. Paris : Seuil.
- [10] **Chauveau, J.-P.** (2006). *La question foncière rurale en Afrique de l'Ouest : du diagnostic au renouvellement des politiques*. Paris : FAO/OCDE.
- [11] **Chauveau, J.-P.** (2018). Les conflits fonciers en Afrique de l'Ouest : dynamiques locales, enjeux globaux. *Afrique contemporaine*, 265(1), 11–25. <https://doi.org/10.3917/afco.265.0011>
- [12] **DDG (Danish Demining Group).** (2016). *Evaluation finale du programme de sécurité communautaire dans l'ouest de la Côte d'Ivoire*. Abidjan : DDG/DRC.
- [13] **Debos, M.** (2011). *Le métier des armes au Tchad : Le gouvernement de l'entre-guerres*. Paris : Karthala.
- [14] **Denney, L.** (2015). *Securing communities: The what and how of community policing*. Overseas Development Institute (ODI). <https://odi.org/en/publications/securing-communities-the-what-and-how-of-community-policing/>
- [15] **Galtung, J.** (1996). *Peace by peaceful means: Peace and conflict, development and civilization*. Sage Publications.
- [16] **Gayer, L., & Zammit, L.** (2014). *Risque, danger et insécurité : Ethnographies des mondes de l'incertitude*. Paris: Karthala.
- [17] **Glawion, T.** (2020). *The security arena in Africa: Local order-making in the Central African Republic, Somaliland, and South Sudan*. Cambridge University Press.
- [18] **Goff, D.** (2021). Security and DDR in Côte d'Ivoire: From post-conflict recovery to sustained peace. *African Security Review*, 30(1), 41–55. <https://doi.org/10.1080/10246029.2021.1874947>
- [19] <https://doi.org/10.1080/10246029.2021.1874947>
- [20] **Hoffmann, K., & Kirk, T.** (2013). *Public authority and the provision of public goods in conflict-affected and transitioning regions*. London : LSE/Justice and Security Research Programme.
- [21] **Honneth, A.** (2000). *La lutte pour la reconnaissance : Grammaire morale des conflits sociaux* (P. Rusch, Trad.). Paris : Éditions du Cerf.

- [22] **Huberman, A. M., & Miles, M. B.** (2003). *Analyse des données qualitatives* (2e éd.). Bruxelles : De Boeck.
- [23] **International Crisis Group.** (2012). Côte d'Ivoire : sécuriser la relance. Rapport Afrique N°188. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/cote-divoire/cote-divoire-securiser-la-relance>
- [24] **Kassi-Djodjo, V.** (2015). Crise ivoirienne et recomposition des rapports fonciers dans le département de Bloléquin. *Revue ivoirienne des sciences sociales*, 12, 89–113.
- [25] **Kouadio, R. D.** (2018). La reconstruction de l'autorité de l'État en Côte d'Ivoire post-crise : défis et perspectives. *Revue Africaine des Relations Internationales*, 21(2), 129–147.
- [26] **Krause, K., & Milliken, J.** (2009). The challenge of non-state armed groups. *Contemporary Security Policy*, 30(2), 202–220. <https://doi.org/10.1080/13523260903059948>
- [27] **Lombard, L., & Batianga-Kinzi, B.** (2015). Violence, popular punishment, and war in the Central African Republic. *African Affairs*, 114(454), 52–71. <https://doi.org/10.1093/afraf/adu082>
- [28] **McGovern, M.** (2011). *Making war in Côte d'Ivoire*. University of Chicago Press.
- [29] McNamee, T., & Muyangwa, M. (2021). *The State of Peacebuilding in Africa*. Palgrave Macmillan.
- [30] **Meagher, K.** (2012). The strength of weak states? Non-state security forces and hybrid governance in Africa. *Development and Change*, 43(5), 1073–1101. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2012.01794.x>
- [31] **Meagher, K., De Herdt, T., & Titeca, K.** (2014). Unravelling public authority: Paths of hybrid governance in Africa. *IS Academy Policy Brief*, 18.
- [32] **Morgan, D. L.** (1997). *Focus groups as qualitative research* (2nd ed.). Sage Publications.
- [33] **OECD (Organisation de Coopération et de Développement Économiques).** (2007). *Enhancing the delivery of justice and security*. DAC Network on Governance.
- [34] **Paris, R.** (2004). *At war's end: Building peace after civil conflict*. Cambridge University Press.
- [35] **Paillé, P., & Mucchielli, A.** (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (3e éd.). Paris: Armand Colin.
- [36] **Richards, P.** (2005). *No peace, no war: An anthropology of contemporary armed conflicts*. Ohio University Press.
- [37] **Saferworld.** (2016). *Community security handbook: A practical guide on planning and implementing community security interventions*. <https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/1082>
- [38] **Shaw, M.** (2010). Security sector reform and post-conflict peacebuilding. In Berdal, M., & Ucko, D. H. (Eds.), *Reintegrating armed groups after conflict: Politics, violence and transition* (pp. 36–54). Routledge.
- [39] **UNOCI (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire).** (2015). *Bilan des activités de l'ONUCI dans l'ouest de la Côte d'Ivoire*. Abidjan: ONUCI.
- [40] **Utas, M. (Ed.).** (2012). *African conflicts and informal power: Big men and networks*. Zed Books.
- [41] **Vinck, P., Pham, P. N., & Kreutzer, T.** (2014). *Peacebuilding in Côte d'Ivoire: Between truth and reconciliation*. Human Rights Center, University of California, Berkeley. <https://hrccsf.org/publications/peacebuilding-cote-divoire>
- [42] **Weber, M.** (1922). *Économie et société* (T. 1 & 2). Paris : Plon.